

André Philip, Le socialisme et l'unité européenne

Légende: En 1950, le Français André Philip, membre de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, chef de la délégation française à la Commission économique européenne de l'Organisation des Nations unies et président du Mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe (MSEUE), critique les conceptions du Parti travailliste britannique sur l'unité européenne.

Source: PHILIP, André. Le socialisme et l'unité européenne, Réponse à l'Éxecutif du Labour Party. [s.l.]: Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe, 1950. 14 p.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/andre_philip_le_socialisme_et_l_unite_europeenne-fr-1a31fe1f-6be6-4e9f-8cd1-7d1911abfdd1.html

Date de dernière mise à jour: 22/10/2012

Le Socialisme et l'Unité Européenne - Réponse à l'Exécutif du Labour Party

par **André Philip**

La brochure récemment éditée par le **Labour Party** a soulevé dans l'opinion mondiale et, en particulier, dans les milieux socialistes et républicains une certaine émotion.

Présentée, en effet, comme le résultat des travaux officiels de l'Exécutif du plus puissant Parti ouvrier existant aujourd'hui dans le monde, elle met malheureusement des armes précieuses à la disposition des adversaires des idées progressistes. La maladresse et la contradiction de certaines de ses affirmations, l'expression d'un isolationnisme nationaliste qui n'avait jamais été jusqu'à ces derniers temps que l'apanage des partis de droite, va permettre, en effet, à une fraction de la bourgeoisie libérale de se poser comme plus avancée et plus progressiste que certains de ceux qui se disent socialistes. Dès maintenant, cet argument est utilisé par nos adversaires : il a été évoqué à Paris dans une réunion publique par M. P. Reynaud et, à Berlin, lors du récent congrès pour la liberté culturelle, a permis à certaines personnalités de déclencher une offensive générale contre les idées socialistes. Il est indéniable que **la brochure du Parti travailliste est un coup très dur porté à l'ensemble des partis socialistes du continent européen.**

Malheureusement, cette initiative n'est pas la première. Déjà en septembre dernier, l'action du Gouvernement britannique dévaluant profondément sa monnaie sans avoir prévu les gouvernements européens, ni tenu compte de leur situation, a conduit, dans certains pays, à un déséquilibre économique et à des troubles sociaux dont les travailleurs organisés ont été les premières et les principales victimes. Quelque soit leur désir de solidarité ouvrière, et leur volonté de défendre les travaillistes britanniques contre leurs adversaires conservateurs, les républicains français ne peuvent pas rester plus longtemps silencieux.

Nous ne sommes pas comme le Parti Communiste. **Nous ne pensons pas qu'il existe une patrie socialiste à laquelle tous les partis de gauche de l'Europe doivent se sacrifier sans condition.** Nous ne pouvons pas laisser affaiblir l'autorité des forces socialistes et républicaines dans les pays du continent en gardant le silence devant certaines affirmations contraires à toutes les traditions républicaines de nos pays et même à celles qui inspirèrent jadis le socialisme naissant en Grande-Bretagne. C'est pourquoi je m'efforcerai dans cette brochure de faire très objectivement le point et d'exprimer devant l'initiative du Labour Party ce qui me semble devoir être la réaction des socialistes et des hommes de gauche dans les divers pays de notre continent. Je précise qu'il ne s'agit point ici d'une réponse officielle du Mouvement Socialiste pour les Etats-Unis d'Europe au manifeste du Labour, mais d'un rapport exprimant mes idées personnelles et destiné à susciter, dans les diverses sections, discussions, recherches et études; ce n'est qu'ensuite, à sa prochaine conférence internationale, que le Mouvement Socialiste pour les Etats-Unis d'Europe définira officiellement sa position.

[...]

b) Partant de la définition ci-dessus du but de la société, **la brochure travailliste condamne l'union européenne par le libéralisme.** « Il y a eu récemment, écrit-elle, beaucoup d'enthousiasme pour une union économique basée sur le démantèlement de toutes les barrières du commerce, telles que droits de douane, contrôle des changes, et quotas. Les défenseurs de cette politique pensent que le libre jeu des forces économiques dans le marché continental ainsi créé produirait une meilleure distribution de la main-d'œuvre et des ressources. Le Labour Party rejette cette théorie, les forces du marché par elles-mêmes ne pouvant opérer qu'au prix de troubles et de tensions politiques qui jetteraient l'Europe dans les bras du communisme. Le démantèlement soudain des barrières internes au commerce créerait dans le court terme des dislocations sérieuses, du chômage et une perte de production. L'Europe d'aujourd'hui n'est pas assez forte pour subir un tel traitement de choc, même s'il était prouvé que cela lui ferait du bien à la fin, ce qui est fort discutable. »

Ici encore, nous sommes d'accord sur l'affirmation travailliste avec quelques réserves que le Labour Party acceptera sans doute :

1° Il doit être bien entendu qu'en rejetant l'unification de l'Europe par le libéralisme, on **affirme par là**

même la nécessité de l'unification de l'Europe par la coordination économique. Il n'y a pas, en effet, d'autre terme de l'alternative. Le statu quo est impossible et serait en tout état de cause la pire des solutions. Si nos pays continuent à poursuivre des politiques diverses et opposées les unes aux autres, nous allons vers l'anarchie, la crise, la ruine rapide. L'Europe n'a été maintenue à flot ces dernières années que grâce à l'aide du plan Marshall. Si nous n'utilisons pas le répit qui nous a été ainsi accordé pour forger nous-mêmes les armes de notre salut, nous tomberions en 1952 dans une situation si désespérée que la Russie pourra mettre la main, un à un, sur chacun des pays d'une Europe occidentale disloquée et ruinée par ses contradictions internes.

2° La condamnation de l'union européenne par le libéralisme doit peut-être être un peu plus nuancée, et surtout éviter soigneusement de devenir la défense d'un protectionnisme systématique. Nous comprenons fort bien que nos amis de Grande-Bretagne, dans le cadre de leur Economie dirigée, veuillent conserver certains procédés utiles à la réalisation de leur plan économique ; mais qu'ils n'oublient pas que **les mêmes techniques** entre les mains de gouvernements nationaux d'inspiration conservatrice, ne sont plus que des **moyens de maintenir**, dans des secteurs particuliers, **des monopoles capitalistes**. Dans la plupart des pays, à l'heure présente, la cause profonde des bas salaires est la disparité existant dans les prix de revient des entreprises. A l'occasion de l'inflation, des entreprises multiples ont été créées qui, par leur nombre et leur petitesse, ont échappé au contrôle des prix et trop souvent aussi à leur devoir fiscal, et se sont enrichies aux dépens des entreprises modernes dont les prix de revient étaient infiniment plus faibles, mais qui, soumises à un contrôle strict, devaient respecter et la législation fiscale et celle des prix.

Les profiteurs de l'inflation cherchent aujourd'hui à maintenir des prix élevés basés sur l'entreprise la plus défavorisée, cependant que les autres bénéficieront de coquettes rentes différentielles, auxquelles elles n'hésiteront pas dans certains cas à faire participer certains groupes corporatifs ouvriers. L'exploitation de la classe ouvrière, à l'heure présente, prend essentiellement la forme d'une **exploitation du consommateur par des rentes de monopole**. Or, le protectionnisme est un moyen de maintenir des situations acquises, de sauvegarder des formes pré-capitalistes de la production et, en maintenant dans le pays des prix de revient élevés, d'aboutir à des salaires réels lamentables.

Si donc nous devons rejeter l'idée d'une union européenne par une libéralisation systématique et générale des échanges, il peut être parfois nécessaire d'utiliser avec prudence, et à bon escient, certaines méthodes de libération comme moyen de réaliser dans le secteur privé une concurrence effective, et de défendre par là même, par la seule voie efficace, les intérêts de la classe ouvrière.

[...]

B. — L'Europe

Sur la question européenne, la brochure du Labour Party apporte trois séries d'affirmations. L'une relative au socialisme, la seconde au Commonwealth, la troisième à la communauté atlantique.

a) Sur le premier point, nous ne nous arrêtons pas longtemps, tellement les contradictions que présente la brochure sont criantes.

1° En effet, comment un Parti qui ne dispose chez lui que de cinq voix de majorité peut-il regarder de si haut les Partis Socialistes du continent, et décréter qu'une autorité représentative européenne « aurait une majorité antisocialiste permanente » et, par ailleurs, que « les traditions civiques et administratives empêcheront certains pays d'appliquer les méthodes du socialisme, même si leur Parlement avait une majorité socialiste ». Quelle est donc cette sorte de péché originel pesant sur les Partis Socialistes du continent et dont seul serait exempt le Labour Party ?

2° Il semble qu'en la matière le Labour Party soit absolument obnubilé par le système britannique des deux Partis. Il ne s'est pas rendu compte que l'Europe a des traditions politiques opposées à ce système. Elle a toujours connu jusqu'ici comme régime normal, des gouvernements de coalition et le Parti Socialiste de France a montré à la libération qu'il n'avait pas besoin d'avoir plus de 20 % des voix pour réaliser en un an

un programme progressiste aussi poussé que le parti travailliste avec sa majorité absolue.

Sans doute le régime des coalitions a-t-il ses défauts, ne serait-ce que l'instabilité gouvernementale ; il rend nécessaire sur chaque problème des négociations, des compromis et réduit l'efficacité de l'exécutif en le maintenant en état de tension interne permanente ; on peut pourtant se demander si, « on the long run », son rendement n'est pas équivalent à celui du système majoritaire. Beaucoup de socialisme a pu et pourra être introduit dans nos institutions, avant même que nous ayons obtenu la majorité absolue, si les socialistes savent, sur tous les problèmes, être toujours à la pointe du combat, apporter des solutions constructives, animer par leur foi et leur technicité une majorité républicaine cohérente.

3° Comment le Labour Party peut-il rejeter avec horreur toute collaboration avec une Europe non socialiste et affirmer ensuite sa solidarité indissoluble, sa communauté de vue étroite, son indéfectible solidarité, d'une part avec un Commonwealth où, à l'heure présente, tous les gouvernements sont conservateurs, d'autre part, avec une Amérique qui, si progressive que soit sa politique, ne saurait cependant être considérée comme représentant une idéologie essentiellement socialiste. En réalité, tout cela n'est pas sérieux. Ces arguments ne sont invoqués que comme prétexte. Si la Grande-Bretagne voulait s'unir à l'Europe, elle se contenterait de demander qu'elle soit démocratique, qu'elle assure le respect de la règle du jeu et l'alternance de majorités libérales et socialistes, afin que chacun ait des chances égales de réaliser son programme et appliquer sa doctrine ; la réalité, c'est que ce premier argument n'est pas à retenir. Seuls les deux suivants correspondent à une réalité.

b) La brochure affirme que « la Grande-Bretagne n'est pas seulement une petite île surpeuplée à l'extrémité ouest du continent européen. Elle est le centre nerveux d'un Commonwealth qui s'étend sur tous les continents. Nous sommes plus proches de nos parents d'Australie et de Nouvelle-Zélande que nous ne le sommes de l'Europe. Nous sommes plus proches par le langage, l'origine, les habitudes, les institutions sociales, les conceptions politiques et les intérêts économiques. **En outre, la Grande-Bretagne est le banquier de la région sterling** ».

Ici, le Labour Party a parfaitement le droit d'affirmer comme il l'entend ses préférences et son choix. Pour notre part, nous pouvons seulement poser sur ce point quelques questions :

1° Quand le travaillisme s'affirme plus proche du Commonwealth que de l'Europe est-il bien certain que la réciproque soit vraie ? Les Canadiens sont-ils en toutes matières, en particulier par leurs intérêts économiques, plus proches de la Grande-Bretagne que des Etats-Unis ? Les Indes et le Pakistan sont-ils, par leurs institutions sociales, leur langage et leurs origines, plus proches de la Grande-Bretagne que des autres pays de l'Orient ? L'actuel Président du Conseil de l'Afrique du Sud est-il, dans ses conceptions politiques, tellement proche du travaillisme britannique ? Le Commonwealth, enfin, est-il une communauté authentique en création, ou un empire en voie de dissolution ? Ce sont là, il faut tout de même le reconnaître, quelques matières à réflexion.

2° Les affirmations du Labour Party pourraient être reprises mot pour mot par la France parlant de ses territoires d'outre-mer ; or, cela ne l'empêche absolument pas d'envisager son adhésion à une Europe unifiée et de prévoir entre cette Europe et les territoires français d'outre-mer des liens économiques particulièrement étroits. En quoi le système qui satisfait la France est-il impossible pour la Grande-Bretagne ? N'y a-t-il pas, là aussi peut-être, un alibi ? Car il semble bien que la déclaration de la conférence des dominions de Colombo n'avait pas présenté à l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'Europe des objections aussi énergiques et aussi complètes.

3° La raison fondamentale, c'est peut-être que la Grande-Bretagne est le banquier de la zone sterling. Nous reconnaissons la réalité de ce fait. Nous considérons que cette fonction, si elle n'est pas éminemment socialiste et ne suffit pas à qualifier celui qui la remplit pour faire la leçon aux autres partis ouvriers, est néanmoins une fonction importante, utile à tous. Il n'est pas absolument certain qu'elle soit un obstacle à l'unification de l'Europe. **Il n'est pas du tout prédestiné que l'Europe, une fois unie, ne trouve pas de son intérêt de s'associer au point de vue monétaire au bloc sterling.** Mais nous comprenons fort bien que, dans l'intervalle, la Grande-Bretagne entende préserver une fonction qu'elle juge indispensable à son

existence et qu'à tort ou à raison, elle juge menacée par son adhésion à une Europe unifiée.

c) Mais plus importantes encore sont les affirmations apportées par la brochure travailliste sur la solidarité de la Grande-Bretagne avec les Etats-Unis. Ici encore, nous allons être d'accord avec la brochure sur un grand nombre de points. Il est bien évident qu'une Europe, même unifiée, ne pourra pas se suffire à elle-même. Il est bien évident que dans la mesure où elle dépend du commerce international, l'Europe est étroitement liée à la situation américaine, et que toute crise dans un continent entraînera une dépression dans l'autre. Il est bien évident que, pour éviter une catastrophe à la fin du plan Marshall, l'Europe doit, dès maintenant, négocier avec les Etats-Unis pour établir une politique économique commune ou tout au moins suffisamment coordonnée pour les années qui viennent. Il est également certain que l'Europe à créer ne pourra pas être neutre, ne serait-ce que parce que la Russie ne le tolérera pas et qu'en cas de conflit la nécessité même de sa propre existence la contraindra à essayer de mettre immédiatement la main sur les ressources de fer, de charbon et d'acier de l'Europe occidentale ; les derniers événements de Corée sont à ce sujet décisifs.

Nous sommes donc d'accord pour rejeter toute idée d'une Europe neutre et affirmer la nécessité d'une étroite solidarité entre toutes les démocraties dans le cadre de la communauté atlantique. Nous nous permettons simplement trois observations :

1° Tout d'abord cette solidarité doit s'exprimer de façon à être **efficace**. Les hommes de l'Europe occidentale n'entendent pas être des mercenaires destinés en cas de conflit à subir le premier choc. Ils sont fatigués de perdre les premières batailles et subir les atrocités de l'occupation pour permettre ensuite aux autres de gagner la guerre. La solidarité pour être réelle doit comporter dès maintenant l'organisation d'une défense coordonnée entre tous les pays d'Europe et avec les Etats-Unis pour que cette défense puisse être effective et réelle sur le **continent européen lui-même**.

2° Par ailleurs, la part de l'Europe dans cette défense nationale doit être limitée à ses possibilités, c'est-à-dire au cadre des crédits militaires actuellement existants. Il ne faut pas que des charges nouvelles viennent freiner un relèvement économique à peine commencé et abaisser encore le niveau de vie des travailleurs, car ce serait les jeter dans les bras des communistes et perdre tout de suite la guerre froide sans espoir de pouvoir ultérieurement aider à gagner la chaude. Ni dans l'union européenne, ni dans l'union atlantique, l'accent ne doit être mis sur l'idée d'une alliance militaire ; celle-ci est impliquée dans tout effort d'unification, mais c'est l'union économique et politique qui doit toujours être au premier rang de nos préoccupations.

3° J'ai reconnu plus haut l'impossibilité d'une neutralité européenne et la nécessité d'une collaboration étroite avec nos amis américains, mais celle-ci ne peut prendre la forme de l'entrée de 19 nations indépendantes dans une communauté atlantique. Séparées, dressées les unes contre les autres, ces nations seraient inévitablement, et tôt ou tard, réduites au rang de satellites. Seule une Europe en voie d'intégration et d'unification rapide pourra, au sein de la communauté atlantique, poursuivre une politique autonome et discuter avec les Américains **comme des amis** et **non des serviteurs**. Seule une Europe unie pourra, en liaison avec des nations lointaines, mais libres, poursuivre une vraie politique d'organisation internationale et de défense de la paix.

Sur ces problèmes, le Labour semble avoir parlé clair. Il ne veut pas d'une unification européenne ; il souhaite une communauté atlantique. Si cette position se confirme, nous devons, à notre grand regret, tirer sans plus attendre les conséquences nécessaires. Nous chercherons toujours pour les institutions économiques spécialisées, particulièrement celles qui cherchent à préparer une planification des industries de base, à obtenir l'adhésion de nos amis britanniques. Mais sur le plan politique, nous ne nous laisserons pas plus longtemps retarder par leurs hésitations et leurs réserves, et nous ne rechercherons plus avec eux des compromis impossibles. Nous préparerons, avec tous ceux qui l'accepteront, l'organisation d'une véritable Europe fédérale, tout en intégrant cette Europe continentale unifiée à la communauté atlantique au sein de laquelle nous retrouverons, tout à la fois, nos amis américains et le Commonwealth britannique.

C. — La technique des institutions internationales

Mais pour poursuivre cette politique, encore faut-il savoir que l'on va traiter avec des hommes qui, sur le plan international, sont disposés à faire les sacrifices nécessaires de leur souveraineté, car sans cela rien n'est possible, rien n'est réalisable en aucune matière et sur aucun plan. Et c'est là que le manifeste travailliste nous paraît particulièrement dangereux et décevant.

1° Il affirme, en effet, tout d'abord « qu'une organisation internationale n'est réalisable que par la coopération volontaire de nations souveraines ». Il ajoute « que lorsqu'il se sent en sécurité grâce à la possession du droit de veto, un Gouvernement peut accepter de faire des concessions qu'il ne consentira jamais sous la pression ».

[...]

A lire le manifeste travailliste, il semblerait que rien ne s'est passé dans le monde depuis M. Ramsay Mac Donald, et il est navrant de voir présenter les mêmes affirmations isolationnistes et nationalistes qui portent déjà une lourde part de responsabilité dans la catastrophe que nous venons de vivre. Par ailleurs, les expériences récentes ne sont-elles pas une fois de plus concluantes ? L'organisation économique de coopération européenne s'efforce en vain, depuis deux ans, de faire autre chose que de répartir l'aide Marshall. Elle a pourtant échoué. Elle a approuvé les plans d'industrialisation de tous les pays, même les plus absurdes, parce qu'elle ne pouvait pas faire autrement. Le pays, dont le plan antiéconomique aurait été rejeté, pouvait en effet par son veto, empêcher l'adoption de plans sérieux présentés par les autres. La preuve est faite. **Un organisme statuant à l'unanimité est infiniment plus dangereux que pas d'organisme du tout.** Il donne l'illusion d'une sécurité, il trompe les peuples et ne fait qu'introduire un facteur de désordre de plus.

[...]

2° Mais la brochure du Labour Party comporte d'autres affirmations. Celles, en particulier, où il précise que « la part décisive dans la coordination des industries européennes doit être jouée par les gouvernements agissant en qualité de trustees de leurs peuples » et que « les représentants gouvernementaux sont bien plus responsables dans leur conduite que les délégués d'un corps législatif parlementaire ».

Nous sommes un certain nombre sur le continent qui avons appris dans notre jeunesse que la Grande-Bretagne était la mère des démocraties, le pays où le Parlement pouvait tout faire, sauf changer un homme en femme. Or, il semble que le parlementarisme britannique que l'on nous a appris dans notre jeunesse à admirer n'existe plus aujourd'hui, tué qu'il a été par le système des deux Partis.

Dans le premier contact que nous avons eu à Strasbourg avec nos amis britanniques, nous avons vu, au sein des commissions, des Présidents britanniques s'entêter à ne donner la parole qu'aux personnes qui leur plaisaient, refuser de mettre aux voix les textes présentés par leurs collègues, perdre des heures à soumettre sans cesse des papiers fabriqués par des fonctionnaires qui avaient contre eux, dès le départ, l'immense majorité des membres de la Commission. Nous avons trouvé en face de nous un système autocratique que nul d'entre nous n'est disposé à tolérer. Nous voyons maintenant affirmer non seulement que la paix ne peut être construite que par des négociations entre des gouvernements souverains, mais en outre que les Parlements ne peuvent pas se réunir sur le plan international et exercer leur pouvoir de contrôle. Or, il est une réalité qui aujourd'hui saute aux yeux de tous. Les vrais problèmes ne se posent plus sur le plan national, mais sur le plan européen ou international. Quand Stafford Cripps a reconnu la nécessité de dévaluer la livre, il n'a pas consulté le Parlement britannique. Il est allé à Washington. Quand nous jugeons nécessaire de mieux organiser notre sécurité, ce sont les techniciens militaires qui négocient entre eux sous le bien vague contrôle de quelques ministres de la guerre. Qu'il s'agisse de l'armée, de l'union des paiements, du plan Schuman lui-même, il est bien évident que, par la nature même de ces problèmes, ils ne peuvent pas être contrôlés par les commissions des 19 Parlements séparés. Au fur et à mesure que se constitueront l'Europe et la communauté atlantique, nous allons de plus en plus vers des décisions prises à un échelon qui déborde de beaucoup le cadre national et fera place à une dictature technocratique des contrôles parlementaires. **Toute démocratie réelle s'évanouira si nous ne reconstituons pas la représentation populaire au stade où se**

discutent les vrais problèmes, celui de l'Europe, celui de l'Atlantique.

Nous croyons donc fermement pour notre part que, quel que soit le cadre régional dans lequel on travaille, rien ne sera fait si l'on ne crée pas des institutions débordant la vieille souveraineté des Etats, capables de décider à la majorité des voix, et si l'on ne les rend pas responsables devant des Assemblées parlementaires désignées le plus rapidement possible directement par les peuples eux-mêmes sans passer par les intermédiaires nationaux.

Sur ces problèmes fondamentaux, le Parti travailliste a pris une attitude qui fut en France, pendant de longues années, celle de M. Déroulède, puis Poincaré, Tardieu, et autres tenants du nationalisme de droite. Nous sommes obligés de dire que cela n'a rien à voir ni avec le socialisme, ni avec la démocratie.

[...]